

Un jour, se dit-on, on va faire un «Basta» gai, hilarant, paillard, parce qu'il y aura du printemps social et de la fête dans l'air. Le réveil c'est toujours comme dans les histoires de Little Nemo, le petit garçon : c'est pas gai.

Pas de notre faute. L'air du temps est grinçant, et de numéro en numéro devient de plus en plus sinistre.

Après tous ces attentats meurtriers des derniers mois, encore un celui d'Hendaye.

Le jeu semble être programmé ainsi : d'occultes individus ou puissances politiques utilisent l'extrême-droite, l'extrême-droite utilise des mercenaires recrutés dans «le milieu», pour tuer, l'Etat se sert de l'émotion publique pour durcir ses institutions. En même temps on annonce l'ouverture en Janvier d'un procès aux assises de dix militants antifranquistes inculpés en 1974 dans le cadre d'une action revendiquée par les «GARI» : l'enlèvement d'un banquier en échange de concessions politiques.

Cela repose le problème de la solidarité nécessaire. C'est à dire que ce procès devra être le procès politique du Franquisme. En plein Rétro, vous dit-on, mais un rétro qui peut coûter cher si on n'y prend garde.

D'autant plus qu'il va y avoir l'épopée présidentialiste, vous savez les élections du chef suprême. A qui va-t-on confier notre destinée, dites, à une droite qui va gouverner à droite, ou à une gauche qui fera pareil? Seul débat: Coluche. Mais on a peur qu'il ait des idées politiques, qu'il accoutume à la chose électorale, voire qu'il appelle à gauche au second tour : il a déjà dit que si Rocard s'était présenté, il ne serait pas là aujourd'hui. Compliment et aveu à double sens : Rocard le sérieux technocrate n'est-il qu'un Coluche ou Coluche le rigolo n'est-il qu'un Rocard?

Enfin, le mois a aussi été marqué par le tremblement en Italie. Tremblement de terre? Tremblement de la démocratie vermoulue et pourrie.

LA MUERTE!

Le Dimanche 23 décembre, 200 000 personnes ont manifesté place de l'Orient à Madrid à l'occasion de la mort de Franco «la muerte», comme si cette charogne n'avait pas assez tué de gens. Le même jour à Hendaye, deux hommes pénètrent dans l'Hotel Bar Hendayais et tirent plusieurs rafales de pistolet mitrailleur tuant deux personnes, en blessant neuf autres. Les deux hommes s'enfuient dans une voiture où les attendait un complice et quelques minutes plus tard franchissent en force la frontière, et vont se réfugier dans les locaux de la police espagnole. 3 heures après, ils sont libérés par ceux-ci sans que personne ne puisse connaître leur identité, ni leurs motivations.

En fait, celles-ci sont claires pour tout le monde, c'est encore un commando d'extrême-droite qui a frappé au pays basque.

Comme lors de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, les nervis d'extrême-droite ont tué aveuglément pour marquer le coup politique. Mais, contrairement à la rue Copernic, pas de manifestation nationale, pas de déclarations gouvernementales de principe, juste quelques remontrances à l'ambassadeur d'Espagne et c'est fini.

Cela n'est pas étonnant car :

- la police espagnole s'est montrée clairement complice de l'attentat en laissant fuir les coupables (des journaux espagnols déclarent même que certains des auteurs appartiendraient à cette police)
- Le gouvernement espagnol a complètement cou-

vert l'opération en limogeant le commissaire d'Irun de façon à se décharger sur lui de cette bavure tout en refusant d'en assumer les conséquences.

- le gouvernement français si souvent coopérant dans la lutte anti-basques a refusé encore une fois toute intervention contre le gouvernement espagnol.

Et puis comme le dirait Raymond Barre : «Les basques ne peuvent pas être des victimes innocentes de par le seul fait qu'ils sont basques».

Toutes ces attitudes confirment que cet attentat n'est pas le fait d'un groupe de fanatiques isolés mais bien d'une intention du gouvernement et de la droite espagnole, en collaboration avec le gouvernement français, d'élimination physique de ses opposants politiques, basques en l'occurrence.

Contrairement au régime franquiste la démocratie espagnole ne peut se permettre des procès militaires pour condamner à mort et exécuter ses opposants politiques. Ses projets étant les mêmes elle fait alors appel, par l'intermédiaire de son extrême-droite, à des groupes de tueurs à gages, ceci avec la bénédiction des autorités françaises.

Comme le montre l'affaire des «truands bordelais» la technique en est des plus banales. La police française connaissant bien le «milieu» trouve une bande de malfrats susceptibles de se prêter au jeu. Elle propose à ceux-ci de les «blanchir» ou de les «couvrir» par rapport aux divers «commerces» qu'ils



“AU-DELA”

“EN DEÇA”

exploitent, à condition de «travailler» pour des «employeurs» espagnols. C'est ainsi que des truands et autres proxénètes se retrouvent la main dans la main avec la police pour établir des fichiers sur les réfugiés politiques espagnols en France.

Bien sûr, on n'en reste pas là, et ce n'est pas un hasard si la liste des réfugiés basques assassinés en France augmente de jour en jour. Ces attentats apparaissent alors comme un règlement de compte entre basques, les victimes étant des personnes proches de l'ETA, les auteurs sont des éléments de l'extrême-droite espagnole.

Ceci est vrai à l'exception près que si les «employeurs» font bien partie de l'extrême-droite espagnole, les auteurs eux, sont des tueurs à gages, de pales fantoches qui n'ont rien de militants.

Aussi le gouvernement «démocrate» français ne se gêne-t-il pas une fois la terreur bien établie parmi les réfugiés espagnols pour les faire arrêter après un dernier assassinat. Il apparaît alors comme le défenseur du peuple contre le fascisme.

- ce qui lui permet au nom d'un soi-disant équilibre extrême droite - extrême gauche, d'accroître la répression contre les anti-fascistes, anti-franquistes ou militants d'extrême gauche qui remettent en question ses alliances avec l'extrême droite.

- ce qui lui permet 5 ans après la mort de Franco, au nom de la lutte contre la violence, de faire juger par les Assises de Paris 10 militants antifranquistes soupçonnés d'avoir voulu empêcher après l'exécution de Puig Antich, la mise à mort de ses camarades et de 3 militants du FRAP, en retenant pendant un certain temps le banquier Suarez.

Alors que les fascistes continuent à tuer à Paris, à Hendaye, en toute impunité.



POUR DES FAITS AMNISTIES EN ESPAGNE... PROCES EN ASSISES DE MILITANTS ANTI-FRANQUISTES

**C'ETAIT IL Y A
CINQ ANS, EN
ESPAGNE...**

Juste après ce numéro, nous allons faire un numéro spécial sur le procès qui aura lieu du 19 au 30 Janvier 1981 aux Assises de Paris.

En effet notre proximité de l'Espagne nous a toujours rendu très sensibles aux problèmes des combattants anti-franquistes, individus, familles, qui aboutissaient à Toulouse, meurtries, érdeuillées par la dictature franquiste. A l'époque des garrots et des pelotons d'exécution les affairistes du «plan grand

FRANCO a refusé leur grâce CINQ HOMMES EXÉCUTÉS AUJOURD'HUI

*Le
sursaut
de
la peur*

FRANCO leur a, en définitive, refusé la grâce. Cinq hommes sont déjà morts ou sur le point de mourir. Parce que, figés dans la terreur de lendemains inéluctables, ces lendemains imminents qui, malgré tous les Juan Carlos, sonneront le glas du franquisme, le caudillo et ses conseillers ont encore frappé. Durement. Onze condamnations à mort, cinq exécutions : le bilan est lourd. Et la fin du règne s'annonce sanglante. Fin de règne que l'en-



Sud-Ouest» ne pensaient qu'en termes d'échanges économiques, d'ouverture de tunnels etc... Peu importe la barbarie. Ensuite certains qui participent maintenant à Basta se sont trouvés inculpés par leur solidarité envers le mouvement libertaire espagnol.

Pourquoi ce numéro spécial?

Parce que les inculpés vont se trouver trainés devant les Assises sous l'inculpation de recel qualifié et de complicité dans l'enlèvement du directeur de la banque de Bilbao, 7 ans après les faits et 5 ans après la mort de Franco. Bref, c'est pas très frais. Or ils vont se trouver en 1981 devant une juridiction criminelle - et non politique - qui ne voudra traiter que des faits en omettant le contexte politique :

1971 - Procès de Burgos

1974 - Exécution de Salvador Puig Antich

1975 - Exécution de 5 militants antifranquistes.

Assises : Juridiction qui ne se veut pas politique, avec des jurés dépolitisés qui, à l'époque, ne savaient peut-être pas qui était Franco.

Juridiction qui peut se comporter de deux manières:

- soit elle fait passer les copains pour des gangsters motivant leur acte par de pseudos arguments politiques, mais étant avant tout des personnes intéressées;

- soit, contrainte à la politisation des débats, les assimilant aux pratiques «violentes» qui ont eu lieu dans la période 1975-1980 en Allemagne et en Italie (Fraction Armée Rouge, Brigades Rouges), pratiques et théories léninistes dans lesquelles les copains et les libertaires ne se reconnaissent pas.

Il importe donc d'aller à contre-courant en donnant un maximum d'éléments d'information - ou de rappel - à la fois sur le contexte politique de l'époque et les motivations des actions des GARI en 1974. Il faudra aller à l'encontre des deux comportements possibles de la Cour d'Assises.

Tout ceci a un enjeu pénal certes, et politique. Il faut aussi savoir si on acceptera qu'en 1973, 1974, 1975 et bien avant, et quelques temps après, cocus des camarades assassinés, cocus de la mort pénarde à l'apogée d'une vieillesse satisfaite du dictateur, nous le soyons toujours en 1981. Pour nous c'est trop : c'est trop le prolétariat espagnol massacré dans sa chair et son esprit, c'est trop les torturés, les exilés, c'est trop les antifranquistes jugés en 1981. A tous les copines et copains, à tous les camarades, nous voulons rappeler cette histoire des dernières années du franquisme.

Nous éditerons aussi une affiche, en même temps.

Hélas, il reste peu de temps, à peine un mois. Il faudra nous faire un peu confiance. Le «Basta» rappellera le contexte, les motivations, l'affiche traitera du caractère scandaleux et anachronique d'un procès qui ferait de nos copains... les dernières victimes de Franco, par démocratie française interposée. Affiche à coller, «Basta» à diffuser, et il nous faudrait déjà vos commandes fermes pour diffusion, afin que nous n'en imprimions pas... trop peu.

ASSISES SOIT-IL !

MASSACRE Perpétuité pour le violet-boucher

Les jurés de la cour d'Assises de la Marne, siégeant à Reims (voir Libération du 14 septembre) ont frappé dur, un maximum pour une affaire de viol, même si elle a été suivie de coups et blessures qualifiés de "tentative de meurtre" : Serge...

Le tronc d'arbre où elle s'était accrochée. Miraculeusement, Evelyne réussit à s'enfuir mais souffre de nombreuses séquelles. Elle a dû être amputée...

Caisse d'Épargne de Lyon: verdict aux Assises

Des peines de 9 à 13 ans de réclusion criminelle ont été prononcées jeudi soir par la cour d'assises du Rhône dans l'affaire du hold-up de 8 100 000 F de la caisse d'épargne de Lyon. Albert Guérin, petit repris de justice marseillais qui apparaissait quel...

Montredon: la veuve du CRS réclame les Assises

... la veuve de Montredon, près de Narbonne, a fait appel pour qu'on "reconsidère" l'inculpation d'Albert Teisseyre, seul viticulteur poursuivi, afin qu'il soit jugé par la cour d'assises. La chambre d'accusation de Montpellier réunie hier matin pour examiner cette requête, rendra son jugement fin novembre.

Le hold-up de la Caisse d'Épargne aux assises de Lyon: le ministère public cherche l'exemplarité

Trop d'acharnement pour un hold-up «miracle»
... épouse deux sœurs, femmes de ménages. Les experts les ont défini comme d'une intelligence au-dessous de la moyenne mais ne souffrant pas de troubles psychiatriques. Donc pleinement responsables.

L'année 1980 marque pour la justice l'avènement de l'ère Peyrefitte. Celui-ci reprend à son compte même une partie de l'appareil répressif jusqu'alors dévolu à la police. Son rôle, une fois les coupables désignés : faire en sorte qu'ils soient bien jugés. C'est-à-dire enfoncés au maximum.

Après un bon dépoussiérage et une sérieuse révision du code pénal, après maints remous (pour la galerie) au Sénat et à l'Assemblée, c'est déjà dans les divers procès d'assises, son application et son interprétation et les peines prononcées sont là pour témoigner du libéralisme de Peyrefitte. C'est dans la plupart des cas encore plus lourd et plus arbitraire que jamais, une justice vraiment à la botte du pouvoir.

Juger, sous le règne de Giscard, c'est faire en sorte que pas un inculpé n'en réchappe. L'arsenal des juridictions permet bien des

acrobaties. Des jeux subtils quant aux raisons politiques ou aux circonstances des diverses affaires. Rien n'est oublié, rien n'est enterré, le pouvoir arrive toujours à régler ses comptes.

Et même quand des gens au pouvoir sont impliqués, la magie de la chose jugée permet de les blanchir, et de faire porter le chapeau à des complices avec de lourdes peines, si le système l'exige.

Peu importe ce que les gens supposent, ce qu'une certaine presse, pas encore muselée peut porter comme accusation. La justice bloque le jeu là où les dirigeants le décident. Dans ce cadre-là, aucune affaire ne peut être gênante pourvu qu'elle soit bien orientée, sortie au bon moment.

Plus que jamais, l'alibi des jurés permet de dépasser même les tarifs en vigueur. Il suffit de gonfler ces derniers, de chauffer un peu les délibérations et là où le procureur ne demandait qu'une condamnation à temps, les jurés votent la mort. Suffit de magouiller un peu, un jeu d'enfant pour un magistrat façon Peyrefitte.

C'est dans cette atmosphère de folie où la machine judiciaire s'emballa que le pouvoir a choisi de faire, à partir du 19 janvier, le procès de l'affaire Suarez, banquier espagnol retenu à Paris en ... 1974. Bon Messieurs les Jurés, à ma gauche un banquier, à ma droite, 11 personnes soupçonnées à divers titres, de complicité dans l'affaire, faites vos jeux, vous connaissez les tarifs !

Seulement, voilà, il manque quand même quelques détails : 1974, c'est l'assassinat de Puig Antig, ce sont les tortures dans les prisons espagnoles, les condamnations à mort qui s'enchaînent. 1974, c'est presque la fin mais combien sanglante du dernier tyran fasciste. Hitler est mort, Mussolini est mort, Franco lui, est encore vivant. De nombreux militants anti-franquistes sont en France, et ils n'ont qu'un but, auquel personne ne peut rester insensible, arrêter le massacre, arracher leurs camarades des prisons espagnoles, empêcher que d'autres soient exécutés.

1974, c'est «l'émotion» des démocrates, les protestations, les pré-occupations, les avertissements diplomatiques. Le fascisme aux frontières, ça deviendrait gênant.

1974, un représentant du pouvoir franquiste est retenu pour que des prisonniers ne soient pas exécutés, pour aussi signifier au sinistre Franco que ça suffit... Il est relâché sain et sauf.

1974, 11 personnes, militants anti-franquistes ou sympathisants, espagnols ou français sont arrêtés par la police française.

C'est de tout cela qu'il est question et c'est de tout cela qu'il faudra parler et non d'un simple fait divers.

C'est tout ce que la justice-Peyrefitte voudrait escamoter.

«Ce schématisme qui fut ligne de conduite (l'URSS symbole de la classe ouvrière) et qui le reste encore pour beaucoup, nous interdisait, sous peine de «hurler avec les loups», de dire que la terre est ronde, simplement parce que Raymond Aron l'avait affirmé la veille. Que m'importe aujourd'hui d'être à sa table pour défendre les droits de l'homme à Moscou, Kaboul, Prague, Pékin... Le même Raymond Aron, en bon stalinien de la rive opposée, défenseur de son camp, sera-t-il à la tribune lorsqu'il s'agira de se mobiliser pour des syndicalistes tunisiens, des militants anti-apartheid d'Afrique du Sud, des anti-fascistes d'Amérique latine...»

Jean Kéhayan
(Le tabouret de Piotr)

On pouvait penser à ce passage du livre de Kéhayan en écoutant l'ouvrier dissident russe Borrissov parler du «socialisme réel» en URSS. Cet homme, «encore un peu marxiste», qui avait subi pendant 7 ans l'asile psychiatrique, dont la femme avait sans doute été assassinée par le KGB, parlait calmement de son combat, de celui du SMOT («le syndicat libre») contre une barbarie bureaucratique qui fut pendant longtemps présentée comme LE modèle du socialisme. A cette occasion, il égrena les noms de personnes de toute opinion qui, aujourd'hui, vivent l'enfer dans un asile, dans un camp et vont peut-être y crever.

Peu de personnes dans la salle en comparaison de ce qu'aurait été une rencontre avec des chiliens ou des argentins.

De même quelques jours auparavant, lors du meeting de Kéhayan, aucun «communiste» n'intervint pour défendre les positions de son parti face aux graves accusations de l'exclu.

Visiblement le malaise est encore immense lorsqu'il s'agit de «l'Etat Ouvrier». (rires dans la machine à écrire). Il n'y a que Marchais très tranquille quant à lui sur le sort des Afghans ou des Polonais. P.C. ça veut dire «parti cool».

Le choix d'un camp étatique, comme le choix d'une tactique politicienne ont dicté pendant cinquante ans les bonnes ou mauvaises causes des militants de gauche. On en est arrivé à concevoir de bonnes et de mauvaises libertés, de justes dictatures, de bons martyrs et de saines exécutions, des guerres justes. La solidarité internationaliste envers les opprimés a été sélective, calculée, soupesée.

Les dissidents soviétiques n'ont pas eu le même soutien que les exilés chiliens; la guerre impérialiste en Afghanistan ne semble pas si horrible que celle du Viet-Nam, les J.O. à Moscou gênent moins que ceux de Mexico ou d'Argentine, pour des tas de bonnes raisons dont l'essentielle est que «c'est la droite qui en profiterait».

Ceci, quand ce n'est pas dégueulasse est simplement con. Ca prouve d'abord qu'on ne s'est jamais posé la question de savoir si l'URSS n'a pas précisément toutes les caractéristiques d'un régime «de droite». Ensuite qu'on n'a pas vu que les pouvoirs, les institutions, les conservateurs de tout poil profitent toujours de la stagnation, du silence. En attendant cette gauche-là qui prétend encore avoir de la générosité à revendre (combien?) ne peut plus prétendre à une quelconque crédibilité morale, et à l'intérieur de cette gauche particulièrement les intellectuels. Mais ce serait un autre sujet que celui-là. Quand on a vu dernièrement à la TV le spectacle d'un Marchais et

d'un Longuet se rejettant au muffle tour à tour les massacres de Pol Pot et ceux de l'Afghanistan on a envie de cracher à la gueule de ces deux chiens, celui de droite et celui de «gauche».

SOLIDARITE. CHUT : Passons à autre chose.

Les institutions savent très bien que plusieurs facteurs jouent en leur faveur. Il y a d'abord la timidité des Etats qui confine à la complicité, chacun ayant plus ou moins les mains sales et de gros sous à gagner ou à défendre. Les gouvernements ne peuvent être contraints à une attitude (et encore!) que s'ils ont à subir quelques désordres sur leur territoire. Ces gens bien n'aiment pas le scandale. Il y a ensuite cette solidarité sélective dont nous parlions plus haut et les Etats savent en tenir compte dans une répression qui est, elle, tout azimut. Par exemple, il y a eu les lamentables restrictions de solidarité sur le cas des Murray, parce que ceux-ci étaient des anarchistes irlandais. Faudrait-il que par une réaction -analysable- il y ait des hésitations concernant les prisonniers de l'IRA à qui le gouvernement anglais fait subir un sort effroyable. Même si nous n'aimons pas l'IRA. En Russie Soljenitsyne est aussi significatif de «socialisme réel» que Borrissov, même si on se sent plus proche du second individu que du premier. Cela renforce le troisième facteur sur lequel les dirigeants savent pouvoir compter : le facteur temps.

Pour reprendre (encore) Kéhayan nous n'avons que notre impatience, les pouvoirs ont l'éternité devant eux. Si, effectivement, la pression de la solidarité n'est

pas puissante, directe, elle s'usera contre le bloc de marbre poli du statu quo politique.

LEUR FOUTRE LA MERDE.

Il s'agit quand même de vies humaines. Il s'agit aussi de la remise en question de pouvoirs complaisants qui démontrent leur véritable essence : la violence. Seul un désordre intérieur, le scandale peut contraindre à prendre acte. Pour les dissidents, contre l'impérialisme russe, il faut la merde dans les spectacles des chœurs de l'armée rouge, ses représentations officielles, culturelles. Voire que Doumgeng boive tout son pinard. Que l'image fair-play de l'Angleterre chic soit éclaboussée du sang qu'elle fait couler en Irlande. Pour le reste il est vrai que c'est du ressort de ceux qui combattent, directement concernés par la situation qui leur est imposée : irlandais comme opposants russes. Du notre le refus du silence et un peu plus.

Un peu plus : ainsi la télévision française annonce la mort possible de grévistes de la faim irlandais. Et annonce une vague possible de «terrorisme». La couleur est déjà annoncée, l'IRA va faire du terrorisme. Le point de vue objectif du journaliste est clairement situé : l'armée anglaise en Ulster, la fermeté provocatrice de Thatcher, le sort des prisonniers politiques de l'IRA, ce n'est pas du terrorisme. Alors, de notre côté, ce sera aussi de ne pas hurler avec les loups lorsque les anglais auront quelques coups à subir en retour de ceux qu'ils ont donné. De notre côté, ce sera de ne pas oublier, demain...(*)

(*) Voir justement l'article sur le procès en assises de libertaires...anti-franquistes...





LES ATTENTATS D'EXTREME DROITE

Dans notre précédent numéro, nous avons déjà rencontré l'homme à la moto; comme il a définitivement disparu de l'actualité, et qu'on ne parle plus du tout des attentats contre l'imprimerie Encre Noire, et contre la synagogue de la rue Copernic, nous avons rencontré Hercule Broussard, spécialiste dans la détection des extrémistes.

Basta : L'enquête sur les derniers attentats d'extrême-droite a l'air de stagner.

H.B. : Vous vous trompez, comme le dit Bonnet, nous cherchons lentement mais sûrement, et vous serez surpris de là vers où l'enquête se dirige.

Basta : Pour le moment, malgré les déclarations de 2 policiers sur l'infiltration de la fane dans la police, rien n'a beaucoup avancé.

H.B. : Nous ne supportons pas le mauvais esprit dans nos corps, quand on est flic, on ne fait pas de politique. Ce n'est pas parce qu'on tabasse l'arabe, le pédé et le gauchiste qu'on peut nous accuser de fascisme, ou alors, où va-t-on? Il n'y aurait plus de police.

Basta : Dans vos fichiers sur l'extrême droite, qui doivent être à jour si l'on en croit ceux que vous tenez sur l'extrême gauche, vous devez quand même avoir quelques indications sur les éventuels responsables de ces attentats!

H.B. : Pour nous l'extrême droite est pratiquement inexistante, et ne nous gêne pas beaucoup dans nos actions; il n'y a pour nous qu'un extrême à combattre, ce sont tous ces autonomistes, anarchistes etc... qui remettent en cause l'ordre établi.

Pour répondre à votre question, nous avons quand même arrêté Jean-Yves Pellay.

Basta : Arrestation facile! Puisqu'il s'est lui-même dénoncé dans une lettre au *Matin* de Paris.

H.B. : Qu'est-ce qui comptait dans l'affaire! C'est d'avoir un coupable pour couper court à tous ces bavardages des bien pensants. Frederiksen n'en pouvant plus des tracasseries continues qu'il a eu à subir depuis cette affaire, s'est arrangé avec le ministère de l'intérieur pour pousser son bras droit à faire de fracassantes déclarations.

D'abord Jean-Yves Pellay dans sa lettre démontre l'impossibilité de rendre responsable la Fane de tels actes en la présentant comme un groupuscule de névrosés rétro incapables de faire de mal à une mouche même si ils en avaient l'intention.

Ensuite il se présente comme le principal entraîneur, alors comme il n'y est plus, il n'y a plus besoin de dissoudre la Fane. Enfin en revendiquant le coup de téléphone après la rue Copernic, que ce soit lui ou non, il devient le coupable tout trouvé. Comme ça plus personne ne pourra affirmer que nous ne faisons rien contre l'extrême droite.

Basta : Pour vous l'enquête est pratiquement terminée! Vous n'avez pas mauvaise conscience?

H.B. : Ce qui nous ennuie le plus dans tout ce qui se passe actuellement, ce sont les fameuses «bavures», qui nous obligent à nous justifier devant l'opinion publique. Vous comprenez, bien que nos hommes, entraînés comme ils sont, ont envie de temps en temps de s'exercer en dehors des cadres de leur fonction, et c'est pour cela qu'il n'est pas rare qu'ils soient présents dans des coups de main contre quelques minorités qui sont a priori coupables de quelque chose; tant que ça reste dans la clandestinité il n'y a rien à dire. Mais ces bavures qui sont le fait de policiers isolés et non structurés nous mettent sérieusement dans l'embarras parce qu'ils s'attaquent à des individus «innocents».

Pour conclure, l'extrême droite, pour nous c'est de la baliverne, car si, il n'y avait pas d'extrême gauche, il n'y aurait pas lieu d'en parler, donc, comme dit Bonnet, ne soyez plus surpris si l'enquête sur Encre Noire et la rue Copernic se dirige vers l'extrême gauche.

ON A TUE NOTRE MINISTRE



A l'heure où nous achevons «Basta», la France n'a plus d'armée ou presque. Le Theule, le ministre de la-dite armée est mort. On ne va pas ricaner comme d'habitude, nous qui ne trouvons aucune bonne raison de respecter un mort alors qu'on lui a craché à la gueule de son vivant, et réciproquement. Non. Parce qu'un événement de haute portée militaire a été révélé : il y a une bombe atomique propre. Une bombe à rayon Gamma, qui répand des tas de petites billes émettrices, pendant un temps voulu, de radiations mortelles. La bombe à neutrons, chantée par Rocard, en mieux.

Le Theule était au parfum, et la veille de son décès, il avait pu la tester aux environs du plateau d'Albion.

La bombe à neutrons est très efficace.

(Publicité)

*** LE MONDE - Mercredi 26 novembre 1980 - Page 9

Comparez votre vie de tous les jours à celle d'un magistrat.

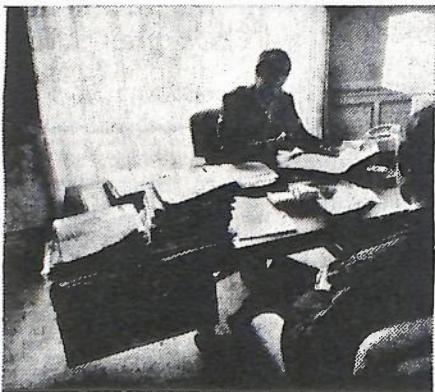
Pour beaucoup les magistrats mènent une vie de Patachon; enfouis derrière des volumes ils roupillent ou trossent la greffière.

LE MAGISTRAT HOMME D'ACTION

Entre un séjour à Val d'Isère et aux Baléares, entre la piste de ski et la plongée sous-marine, le magistrat envoie les prévenus au QHS, il prend son pied, cet homme.

LE MAGISTRAT, HOMME DE DIALOGUE

Au trou, tu as compris.



Oui, monsieur le juge.
Tu as quelque chose à redire non!
Bon alors ta gueule!

LE MAGISTRAT HOMME DE DECISION

Tout le monde en taule et en particulier les chômeurs et les



non rentables. Les magistrats pèsent lourdement sur l'avenir de l'homme. Le magistrat est un Dieu, un Führer. Tous ses caprices sont immédiatement exécutés.

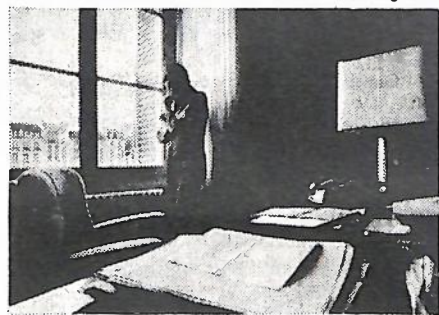
CONCOURS EXCEPTIONNEL POUR LE RECRUTEMENT DES MAGISTRATS

Tous les taulards entre un mois et perpète peuvent concourir. Un grand concours de réinsertion sociale est organisé afin de vider les prisons françaises. Comme il y a plus de détenus



que de magistrats, si par concours les magistrats deviennent détenus et vice versa il y aura moins de prisonniers dans les prisons françaises; c'est pour cela moi, Peyrefitte, que j'organise ce concours. Envoyez donc votre numéro d'érou, accompagné de votre casier judiciaire volet numéro 1, 2 et 3. A toute candidature sera faite une réponse transmise par votre maton personnel.

Pour tous renseignements, retournez le coupon-réponse ci-dessous, ou téléphonez au ministère de la Justice : 260.95.71 ou 261.80.22 (service "concours exceptionnels pour le recrutement de magistrats"). Une documentation détaillée vous sera envoyée.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Concours exceptionnels pour le recrutement de magistrats

Je désire recevoir la documentation relative aux concours exceptionnels pour le recrutement de magistrats.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ministère de la Justice
Direction des Services Judiciaires
Concours exceptionnels
13 place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01

L.M.2



Quand la terre tremble, les rats sont à l'abri

La raison d'être des gouvernements de quelque sorte qu'ils soient c'est de se faire du fric et de cultiver les places au soleil pour ceux qui les composent. Aucun pays, aucune région n'a échappé à ce fléau. L'histoire est jalonnée de tyrans, de massacres, d'exactions de toutes sortes, de révolutions bidon, de révoltes détournées et pourtant les gens en redemandent parce qu'encore le gouvernement, l'Etat, c'est l'assurance, la Sécurité, l'ordre, celui qui fait peur et qui protège en même temps. La démocratie en est la forme la plus astucieuse puisque ceux qui gouvernent rendent le peuple responsable de leurs saloperies et irresponsable de toute décision, de toute organisation; l'individu n'existe plus dès lors qu'il a cessé d'être un tremplin vers le pouvoir.

La démocratie chrétienne c'est ce qu'il y a de plus pourri; la démocratie chrétienne en Italie, même ses complices Européens se bouchent les narines.

Depuis bientôt quinze ans toutes les magouilles s'excusaient grâce aux divers «terrorismes» que l'Etat invoquait chaque fois qu'il se trouvait gêné. L'Extrême-gauche en a fait les frais, non pas en étant forcément noyauté mais en servant de déguisement aux flics de l'Etat.

L'affaire Aldo Moro s'est révélée être un règlement de comptes au niveau de ceux qui détiennent le pouvoir. (Pour comparer utilement ... voir affaire de Broglie, voir affaire Stehlin) Le récent scandale du pétrole où on retrouve les néo-brigadistes Cossiga, Andreotti, Rumor met en facheuse posture les tombeurs d'Aldo Moro.

Heureusement il y a des dérivatifs à l'émotion populaire et coup de chance un tremblement de terre met les pétroliers à l'abri pour le moment. Pourtant là encore l'Etat apparaît plutôt lamentable et d'autres saloperies se révèlent au grand jour. Voilà qu'on découvre le côté social d'une démocratie, le cynisme des gens qui gouvernent, leur mépris avoué. Il paraît que les démocrates d'Europe s'en sont émus mais ne nous y trompons pas même si les pompiers sont plus rapides les intérêts du pouvoir y sont les mêmes, et des conneries de ce genre nous en connaissons certainement. Mais ce qu'il faut savoir c'est que quand il s'agit de notre peau, il n'y a rien à attendre sinon des larmes de Tartuffes (Jean-Paul II compris) et la démagogie de service (J'ai été inefficace donc je démissionne. Non parce que si tu te barres on va aussi perdre notre place) Alors les gouvernants se serrent les coudes et c'est le miracle! Même au cours d'une catastrophe il y a encore de jolis coups à faire, de la *combinazione* en veux-tu, en voilà, l'Etat, la police, la mafia, bref tous les exploités du coin font leurs petites affaires. D'abord un peu de publicité sur le sauvetage, les médicaments, les caravanes de secours, le message de Giscard à Pertini pour tout ce qu'il endure en ces pénibles moments, les hôtels sur la côte pour quelques réfugiés, et puis le reste moins ragoutant. Les cercueils à 800 000 livres, les villages pas encore secourus, le commerce des jeunes orphelins, les vivres, les couvertures revendus à prix d'or, le pillage etc...

Attention! Cossiga en son temps n'était ni meilleur ni pire que Poniatowski, Berlinguer n'est pas plus stalinien ni plus bête que Marchais; Aldo Moro aurait pu faire un bon Giscard. Les flics italiens c'est la même école que nos argousins, les Barbouzes de là-bas c'est comme ceux d'ici; et la misère, l'exploitation, ça a cours un peu partout.

Et c'est tout ça que permet une bonne démocratie qui se respecte. Tout ça qui lui permet de se maintenir. Et quand les loups se dévorent entre eux c'est encore pour que le pouvoir demeure aux survivants.

Rien ne permet de dire qu'ici ou ailleurs ça serait meilleur ou pire parce que les dés sont pipés dès le départ. Pour s'en sortir il faut tout réinventer, reprendre tout ce qu'on nous a pris, apprendre ce qu'on voudrait qu'on oublie; aucun démocrate, aucun curé ne peut rien pour nous, ce n'est d'ailleurs pas sa vocation et il chiffre sa peau bien plus haut que la nôtre, bien trop pour se pencher sur les petites misères quotidiennes à Naples, à Avellino ou ailleurs.

Quand aux arguments racistes qui voudraient que la «combinazione» soit aux Italiens ce que les frites sont aux Belges, ce sont ceux d'une catégorie d'enfoirés qui sont les militants de base de toute démocratie, électeurs assidus, silencieux et soumis. Ce qui demeure horrible, c'est l'attitude des responsables élus ou représentant l'appareil d'Etat, c'est la pantomime du Pape qui survole ce qui reste du troupeau, c'est le spectacle indécent du malheur (il y a des villages où les journalistes étaient là deux jours avant les secours)!

Il y a après des catastrophes naturelles un phénomène de plus en plus visible de méfiance vis à vis des appareils politiques et administratifs en place qui rend impossible un geste de solidarité sans arrière-pensée..., juste pour ce qui se passe et non pour la bonne conscience, le truc publicitaire, ou finalement pour que, floués par une démocratie quelconque on en assume dans un dernier effort, les carences.

PEU IMPORTE LE DÉCOR POURVU QU'ON AIT LE POUVOIR.....



**DU BRUIT ?
AH OUI
DU BRUIT !**



Il y a quelques jours un invalide de quarante ans tirait de sa fenêtre sur un travailleur qui se trouvait dans le chantier d'en face : conclusion c'est un drame du bruit.

Sacré bruit, va, que celui de la misère sociale lorsqu'elle gicle comme du sang. D'habitude elle est silencieuse. Soit parce qu'elle est pudique, hélas. Soit parce qu'elle est habituelle dans le tracé que quotidiennement dessinent les voitures bleues de l'EDF qui vont couper un compteur, ou les cloportes gris des cabinets d'huissier. Soit parce qu'elle peut paraître incroyable ma chère dans un monde où les valeurs sont celles de la consommation, de l'abondance, des objets...

Deux misères, l'une de maladie recluse devant un poste de TV, l'autre de surexploitation dans un chantier. En décor, des mains meurtries et glacées, une solitude sordide dans un vieil immeuble. Vies abimées par le mépris, l'indifférence, l'éclatement de la communauté. L'un fait feu. L'arabe meurt. Conclusion, c'est toujours un drame du bruit.

Le promoteur finira son immeuble. Il paraît que le bâtiment va. Et il importe qu'il aille car, vous savez «quand le bâtiment va...» Le grincheux d'en face ne roupêtera plus. L'arabe sera remplacé, c'est pas un problème.

C'est pas un problème. On vous dit que c'est un drame du bruit...(*)

(*) nouvelle : d'Estaing n'est pas démagog et puis il a des sous. Il paiera les frais de justice afin que la famille d'un enfant assassiné puisse se porter partie civile. Humain quoi, d'Estaing. Il n'aime pas la pub non plus. Il va payer les frais de l'enterrement de l'arabe abattu.

Basta suit avec ponctualité l'actualité de notre expression. Il colle donc à cet événement et se trouve être mensuel. Chacun a pu le remarquer Il coûte 2 F. L'abonnement, c'est une assurance et une économie.

10 n° c'est 20 F.
CCP : 339434 S. Toulouse.
Comm. paritaire N° 58018
Imprimerie Trente Quatre
On écrit à BP. 105 31013 Toulouse
Christian MARTRE est notre directeur de publication

NOUS NE SOMMES PAS DES DEMOCRATES

Très souvent, il y a une position que nous avons et qui n'est pas comprise par beaucoup de gens «de gauche», de syndicalistes : nous ne nous revendiquons pas de la démocratie, nous ne sommes pas des démocrates.

A l'Est comme à l'Ouest

Pour nous, c'est clair : partout sur la terre l'être humain passe au second plan; on peut le glorifier à un moment, le jeter à la poubelle à un autre moment; il est comme une machine qui produit indifféremment, mais au maximum, pour ce qui n'est qu'un intérêt économique dont vit, dont profite une infime partie. On ne va pas reparler en long et en large du capitalisme, mais c'est pourtant de l'exploitation, de l'oppression qu'il s'agit! De celle qui nous frappe quotidiennement. Et cela, pour nous (pas pour tous) c'est valable aussi bien dans «les pays de l'Ouest» que dans «les pays de l'Est».

La soif insatiable du pouvoir

Nous disons pour nous, pas pour tous

Car, quand on se bat par un sentiment profond de liberté, de fraternité sociale, de respect de l'activité humaine, contre un système dont le fonctionnement, les finalités sont la négation, on se rend compte aussi qu'il y a des idées, des systèmes qui réintroduisent par la fenêtre le diable qui a été vidé par la porte. Le goût du pouvoir, par exemple, est la constante qui a toujours réintroduit l'esclavage.

En cette fin du XXe siècle on peut quand même constater que la contre révolution est triomphante et que, partout, le goût du pouvoir réintroduit l'esclavage dans ses formes modernes. En URSS, en Chine, la dictature au nom du prolétariat, alors qu'un formidable vent d'espérance avait secoué le monde, a enfanté un monstre. En Europe de l'Ouest, une caste de politiciens professionnels, de négociateurs, n'ont eu de cesse de canaliser les luttes sociales sur quelques voix de plus, quelques députés de plus, ceci «pour quelques dollars de plus» dans les mains d'un prolétariat à qui on les a retiré deux mois après. Le bilan globalement positif est ainsi tel qu'on s'achemine vers un XXIe siècle policé et policier de multinationales et de populations silencieuses, désabusées et soumises.

Tout ceci a un point commun. A un moment donné ceux qui voulaient avoir un pouvoir sur leur vie, savoir où elle allait et pour ce faire, voulaient maîtriser le pourquoi et le comment de leur production sociale, ont démissionné, ont délégué leur pouvoir. Après c'était foutu, tout leur échappait. On leur reprenait leurs ateliers, leurs champs, on les rendait soit à leurs anciens propriétaires, soit on les étatisait, c'est à dire qu'on les remettait aux bureaucraties. Ca c'est passé en Algérie, au Chili (avant la mort d'Allende), au Portugal, en Andalousie l'été dernier (après la mort de Franco...!)

La fonction crée l'organe

La démocratie : c'est à dire que l'on déclare faire confiance aux élus de tel ou tel parti de gauche pour supprimer l'exploitation. Que si il y avait 5 Mitterrands, 10 Rocards de plus, et un Etat de Front Populaire, ces gens si désintéressés octroieraient la môme? Première chose, nous on ne le croit absolument pas, on n'a pas confiance... Non pas seulement pour des problèmes d'individus, de personnalités de dirigeants, mais parce que la démission collective qu'implique la délégation des pouvoirs faisant que les choses se régleront d'en haut, crée une logique d'appareil, de gestion, de décision de cabinet, bref d'Etat, à laquelle les individus élus se soumettent. Assurés de pouvoir fonctionner pendant des décennies dans le métier de porte parole, de permanent, de politicien, les élus voient les choses bien différemment et, comme il est très naturel que ce soit, se servent d'abord. Tout le monde en ferait autant.

C'est pourquoi, les prolétaires, les exploités, les révoltés, peu importe comment on les appelle, ne doivent faire confiance qu'à eux mêmes, que dans les outils qu'ils se donnent, dans et pour la lutte. C'est pas nouveau et, entre parenthèses, quand l'Internationale dit «il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni Tribun etc...», ce n'est pas autre chose.

Lutte des classes ou démocratie

A y regarder de près, d'ailleurs, les luttes sociales sont volontiers anti-démocratiques. La démocratie se fonde sur la loi de la majorité. Or la «majorité» (de ceux qui ont voté) en portant un homme au pouvoir a accepté une politique donnée. La minorité (de ceux qui ont voté) est censée se plier au consensus. Le consensus c'est le profit, c'est la propriété, c'est le privilège. Dès lors une grève peut être synonyme d'atteinte au droit du travail. Une occupation d'atteinte à la propriété. Une séquestration d'atteinte à la liberté individuelle. Pour briser cela, et les travailleurs le savent, l'arme du système n'est pas fondamentalement la prison ou l'intervention de l'armée : c'est la négociation. On réintroduit la contestation dans la norme, on calme tout le monde, chacun reprend le travail dans la boîte du patron, on a les accords de Grenelle etc... Quelques mois après, l'inflation (bien sûr due aux augmentations de la «charge» salariale) grignote le tout.

Ou alors il faut aller plus loin.

Les occupations s'étendent; on redéfinit l'outil de travail, on fédère les comités de base; les délégués sont révocables, on assure son auto-défense, bref peu importe le scénario, mais on est en pleine anti-démocratie...

Que ce soit dans ce cas-là, ou dans la période actuelle de gel social pré-électoral, la démocratie

réelle est bidon! Les pays démocratiques sont ceux où la rentabilité du travail, le taux de plus-value extorquée, est la plus haute. Les chefs démocrates s'appellent : Thatcher, Reagan, Soares, Giscard d'Estaing, W Brandt et en Italie Tremblement de terre. Ils n'ont pas fait de coup d'Etat, que l'on sache! Le système les a naturellement conduit au pouvoir.

Nous préférons l'autonomie

La perversion contestée du pouvoir pour qui en fait profession, le suicide qu'est la délégation du pouvoir, la fumisterie du pouvoir de la majorité dans tous les cas, toutes ces raisons expliquent qu'on ne puisse se dire révolutionnaire et démocrate : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Cela a des implications pratiques. Ainsi nous ne désirons pas faire un grand parti, avec des adhérents plus ou moins passifs, avec une ligne entre la base et le sommet. Et dire : pour le reste, faites-nous confiance. Il faut un effort bien autre. Nous voulons que chaque groupe de gens qui ont une pratique, une parole critique, se donne, pour lui-même, les moyens d'agir, de se faire entendre; ne soit pas dépossédé; se réapproprie des techniques d'expression. Nous préférons mille petits groupes de travailleurs discutant, critiquant, s'exprimant par un petit bulletin, par une radio-pirate qu'un nouveau Jean Jaures. De cela ne découle pas l'isolement, la parcellarisation, loin de là. Mais au moins chacun a les moyens de se faire entendre, de se faire respecter.



L'autonomie, elle passe AVANT la démocratie... même directe. On peut avancer des revendications immédiates dans une lutte : comment se fait-il qu'un Séguy, un Bergeron, un Maire, puissent parler au nom des travailleurs? Est-ce qu'ils subissent le retour au boulot, à l'usine? Il y a parfois vingt ans qu'ils ne connaissent plus ce que c'est. Et on parle «d'éléments extérieurs à l'entreprise»? Eux? Pourquoi des travailleurs qui ont le même intérêt peuvent-ils s'opposer parce qu'un est à la CGT, l'autre à la CFDT, le troisième à FO? Merde aux parasites, à tous les parasites!

Mais la «démocratie directe» n'est pas une panacée, ça peut être aussi le lieu de tactiques de récupération.

Tout dépend du souffle général. Ici et là, calfeutrés, les assoiffés de pouvoir vont tirer vers eux les couvertures, inciter les plus timides à des retours en arrière. Même ceux qui ont théorisé les «Conseils Ouvriers», contre les bureaucrates, ont posé le problème de ces «conseils» ou de ces «soviets» qui pouvaient être utilisés par les éléments les plus réactionnaires (à l'époque c'était les sociaux-démocrates allemands). On a connu ça au Portugal. Et on a vu que sans un contexte général LIP a été complètement englue dans des manœuvres multiples. Il est évident que si le thème stalinien du socialisme dans un seul pays est ridicule, celui de socialisme dans une seule boîte est grotesque. La forme alors, quant au résultat, importe peu.

Cela veut donc dire que même dans une FORME que l'on pense optimum, ceux qui ne veulent pas être une fois de plus marrons, doivent garder leurs moyens de critique, d'intervention, et ne pas se laisser engluier.

Oui, à la démocratie parlementariste, à la démocratie directe nous préférons l'autonomie !

COLUCHE, COQUELUCHE LOUCHE

Tout sommeille encore, les supputations vont bon train. Les candidats RPR - Socialistes - Fachos - Gauchos fourbissent leurs armes, astiquent leur théorie. Depuis Septembre une ambiance de veillée funèbre règne dans les milieux politiques. Depuis 22 ans au nom de la stabilité politique le Président de la République règne en maître absolu grâce au droit divin qui, sous la Ve lui vient du Peuple et non de Dieu; Il lui vient des électeurs, esclaves dépossédés de tout, adules au moment de leur vote, tondus et bafoués le temps d'un septennat.

D'un côté de la barrière : la tactique gouvernementale est simple; en période pré-électorale, c'est-à-dire trois mois avant la fameuse échéance, le pouvoir se permet encore de licencier massivement, d'augmenter tel ou tel produit, de serrer encore la vis sur le plan économique. Sur le plan répressif, Giscard et Peyrefitte font le procès de leurs adversaires les plus farouches, ceux qui ne sont pas des électeurs les Bretons, les Corses, les antifranquistes etc... Cette fois-ci, nous sentons bien qu'il ne s'agit plus de passer de l'ère gaulliste à l'ère giscardienne, mais d'installer le giscardisme, sa nature réelle, celle de l'extrême-droite.

Après 4 ans de simili réformes, de tatonnements, l'ère de la pénurie a permis à Giscard et à son équipe d'imposer des rapports sociaux et économiques qui ressemblent à s'y méprendre à ceux d'une dictature à l'espagnole ou à la grecque.

Que le patronat, les banques, le gouvernement arrivent en période de crise économique à faire de super profits sur le dos des travailleurs tout en remettant en cause la moindre liberté syndicale, la moindre grève, la moindre manifestation, voilà un tour de force que l'on aurait cru impossible il y a dix ans. Malgré cela, Giscard est présenté comme le meilleur candidat parti pour obtenir la concession de la présidence à perpétuité.

De ce même côté de la barrière, une pléiade de guignols, depuis Septembre essayent de donner le change à Giscard. Dans tout spectacle à l'acteur principal il faut une réplique. Aussi Mitterand, Debré, Rocard, Arlette, Krivine s'y emploient avec plus ou moins de bonheur. Leur but c'est de faire croire aux électeurs qu'il y a une possibilité d'alternative - à la condition que ceux-ci votent. Voilà la grande mission, le seul point commun de tous les candidats. Faire voter ceux qui sont de l'autre côté de la barrière. Le grand problème c'est donc d'intéresser le peuple par le programme commun, par le sursaut de salut public, par une France dirigée au centre, ou par une alliance nouvelle droite-gauche, ou enfin par un changement absolu ou par une réelle continuité. Toutes ces mauvaises pitreries s'entremêlent accrochant hier 30 à 40% des Français votant. Les autres préfèrent, la pêche à la ligne, l'amour, la pétanque et quelques fois la critique directe.

De l'autre côté, ces 20 millions de Français insensibles aux appels des services d'information civique sont considérés en général comme des moins que rien tout juste bons à suivre le mouvement, à travailler et pas plus. Il est vrai que les non-votants traduisent leur dégoût de la politique par un je m'en foutisme chronique. Pour certains, le cochonnet, le bordel ou le bouchon remplacent la discussion politicienne au café ou la présence des heures durant dans la salle de la mairie derrière l'urne.

Une autre partie des récalcitrants à l'élection est constituée par les personnes qui ne votent plus par esprit critique, préférant la lutte dans leur boîte, dans leur quartier, à une démission confiant leurs intérêts à un président, à un député ou un maire. Il y a aussi de nombreux jeunes qui ont tout juste le droit de vote mais qui ne comprennent et ne veulent rien comprendre à la politique dite politicienne. Ceux-là ont leur monde, fait de chômage, de musique, de moto, de rap-

ports affectifs; l'élection n'a rien à faire dans leur univers.

Coluche devient sans doute, malgré lui, un fait nouveau. Au premier abord, ce candidat insolite qui fait marrer certains, grincer d'autres, apporte un peu d'air frais dans le monde politique. Pendant un mois cela a été à qui répéterait le plus fidèlement possible les bons mots du candidat « Je cesserai de faire de la politique quand Marchais cessera de faire rire. Avant moi la France était séparée en deux, maintenant elle est pliée en quatre. etc... ». Libération, souvent à l'affût d'une affaire qui marche avait demandé au comique un bon mot par jour; Manque de pot pour les curés gauchistes, une des premières boutades avait un caractère phalocratique, (il s'agissait de Marie-France Garaud qui était plus sur le dos qu'à plat ventre.

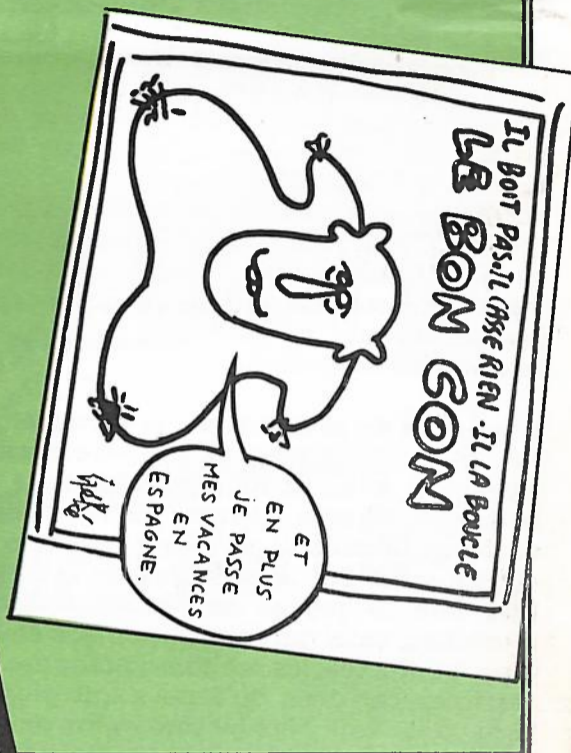
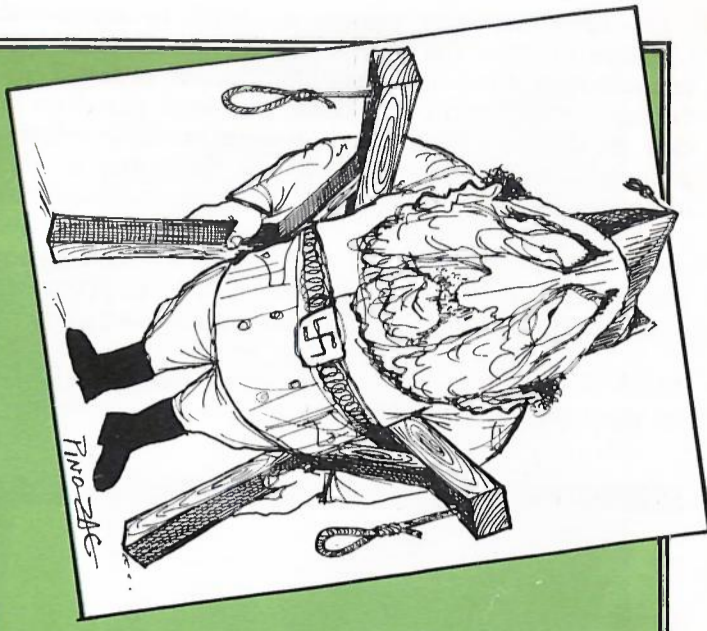
Coluche dérange car il caricature les institutions, les candidats, l'élection; les journaux de gauche, le Nouvel Obs, le Matin, le lui font bien savoir. Tous les candidats dans leur ensemble lui crachent copieusement à la gueule.

Cette hargne, cette grogne, ces procès d'intention exercés à l'encontre de Coluche le rendent sympathique au non-votant. Depuis sa candidature on n'entend plus que « j'avais juré de ne plus aller aux urnes, mais pour Coluche c'est différent; je m'inscris sur les listes pour Coluche; pour la première fois je vote, pour Coluche etc... ».

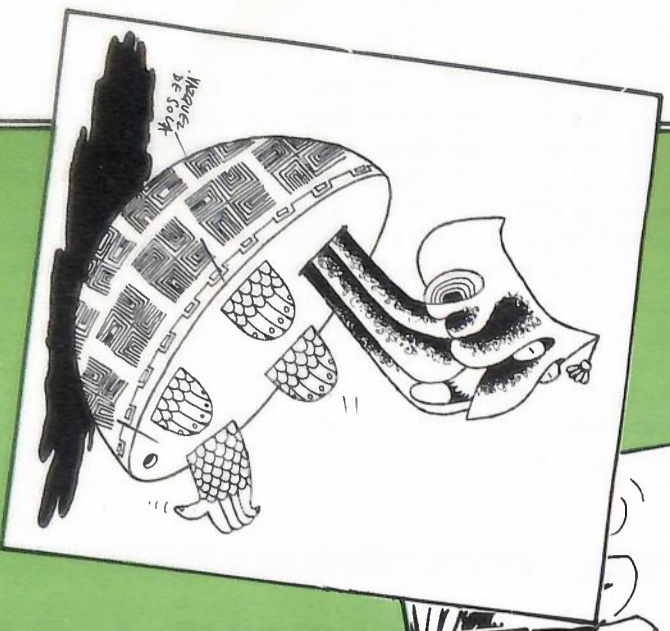
Moi-même j'ai eu un réflexe spontané, irréfléchi, irrationnel de sympathie pour ce bon bougre. Oui, ce type nous plaît, de savoir mettre en boîte, faire enrager des démagogues ou réformistes, fachos et épiciers. C'est marrant de voir gueuler Mitterand et Krivine, Marchais et Chirac. On est plié quand on lit Jean Cau, Chevènement, l'Humanité, l'Aurore ou le Matin qui essayent de ramener leur troupe à un peu plus de sérieux comme ils disent à avoir l'esprit responsable. Ou bien à prédire des catastrophes annonçant que de suivre Coluche veut dire la fin de la démocratie, l'avènement de la dictature, la fin du monde en quelque sorte.

Nous comprenons que les autres paillasses soient furieux, et nous en sommes bien contents. Mais holà! bonhomme! ne cherche pas par tes farces, tes galipettes et autres acrobaties à nous entraîner vers les urnes. N'essaye pas d'acquiescer ou d'influencer les jeunes à exercer « le geste qui tue », le geste de la démission, supprimant l'esprit critique, l'individu, sa personnalité. Si demain 30% de non-votants devenaient des électeurs de Coluche, puis des électeurs tout court; qu'au nom de l'anti-électorisme tu sois arrivé à grossir le rang des veaux, alors là, Coluche, nos lèvres gercées de rires se retrousseraient en rictus de rage.





19-30 JANVIER
PROCES DE 10
LIBERTAIRES ANTI
FRANQUISTES AUX
ASSISES!



DECEMBRE-JANVIER 1981 - mensuel - No 18 - 2F

ISSN 0395-4250

